

Démographie : les enjeux économiques d'un sujet politique

Alors qu'Emmanuel Macron entend provoquer un « réarmement démographique » pour une France « plus forte », la corrélation entre croissance démographique et croissance économique est débattue entre démographes et économistes.

Par [Elsa Conesa](#)

Publié hier à 19h44, modifié à 05h37

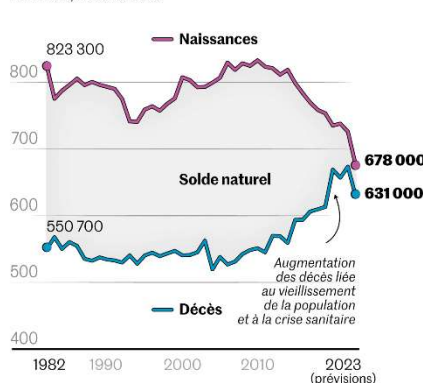


Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse au palais de l'Élysée, le 16 janvier 2024. LAURENCE GEAI / MYOP POUR « LE MONDE »

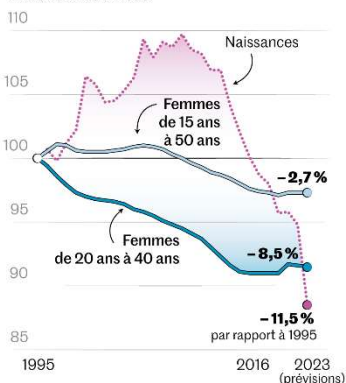
Pour Emmanuel Macron, cela relève du bon sens : la France sera « plus forte par la relance de sa natalité ». Associant explicitement la démographie à la puissance, le chef de l'État entend inverser un déclin continu des naissances en France, tombées en 2023 au plus bas depuis 1945, avec une batterie de mesures destinées à alimenter un « réarmement démographique » et présentées mardi 16 janvier lors de sa conférence de presse. La contribution d'une natalité dynamique à ce qui fait le cœur de son logiciel idéologique – la croissance – est pour lui une évidence. Une analyse largement partagée chez les responsables politiques et dans l'opinion, pour qui le recul de la fécondité est sans doute l'un des symptômes les plus éclatants du déclin.

Les naissances reculent depuis 2010, alors que le nombre de femmes en âge de procréer se stabilise

Nombre de naissances et de décès
En milliers, France entière



Nombre de femmes en âge de procréer
Indice base 100 en 1995



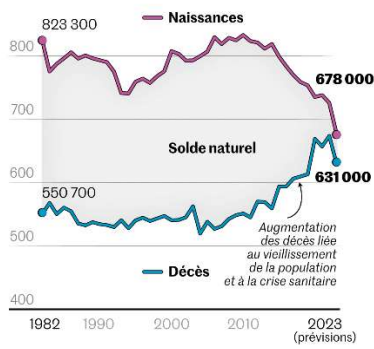
L'âge moyen des mères à l'accouchement est de **31,1 ans en 2023** contre 26,8 ans en 1980



1 couple sur 4 rencontre des problèmes d'infertilité

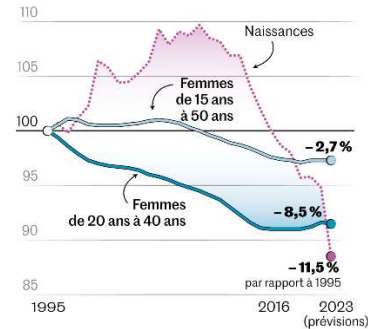
Les naissances reculent depuis 2010...

Nombre de naissances et de décès
En milliers, France entière



... alors que le nombre de femmes en âge de procréer se stabilise

Nombre de femmes en âge de procréer
Indice base 100 en 1995



L'âge moyen des mères à l'accouchement est de **31,1 ans** en 2023 contre 26,8 ans en 1980



1 couple sur 4 rencontre des problèmes d'infertilité

Sources : Insee ; « Rapport sur les causes d'infertilité », 2022, Samir Hamamah, Salomé Berlioux • Infographie Le Monde

« L'idée selon laquelle la démographie s'affaiblit en France est assez soutenue dans l'opinion, même s'il y a des divergences sur les causes et les remèdes », confirme Bruno Cautrès, chercheur au CNRS et au Centre de recherches politiques de Sciences Po, qui rappelle que « l'exception démographique française, avec sa natalité dynamique, était un motif de fierté ». La démographie « n'est pas un motif d'inquiétude en soi mais c'est une facette de ce sentiment de pessimisme français, avec une difficulté à se projeter dans un avenir positif, avec l'idée qu'on vivait mieux avant et que pour la prochaine génération, ce sera plus dur ».

Chez les responsables politiques, le chef de l'Etat n'est pas le seul à considérer que la natalité est un élément essentiel pour fabriquer de la croissance économique. Droite et gauche ont historiquement partagé un discours nataliste, aussi bien pour des raisons sociétales – la famille étant perçue comme un facteur de stabilité politique – qu'économiques, liant implicitement la vigueur de l'économie, la création de richesse ou l'innovation à la jeunesse du pays. Un consensus fragilisé par l'essor de l'individualisme à partir des années 1960, puis avec la remise en cause de l'universalité de la politique familiale par la gauche, pendant la présidence de François Hollande.

« Croissance potentielle plus faible »

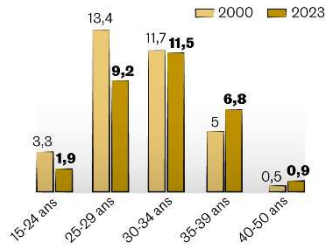
« Moins de naissances, c'est moins de travail et moins de consommation, c'est un affaiblissement économique, un déclin, considère Bruno Retailleau, chef de file des Républicains au Sénat. Un pays dont le solde naturel diminue est un pays dont la croissance potentielle – qui est corrélée à l'offre de travail – est plus faible. » L'enfant est à ses yeux « une croyance en l'avenir », et demeure « la meilleure solution pour nous prolonger nous-mêmes, nous qui sommes mortels ». Une analyse que l'on retrouve dans la majorité, le député Renaissance du Val-de-Marne Mathieu Lefèvre se disant par exemple « très inquiet » de « l'érosion lente de la démographie partout en Europe ».

Le réchauffement climatique fait à l'inverse apparaître chez les écologistes une grande réserve sur la question. « Nous sommes près de 8 milliards d'humains sur terre, il y a largement de quoi subvenir à tous les besoins de

l'économie », répond la députée Nouvelle Union populaire écologique et sociale de Paris Sandrine Rousseau, économiste de formation, pour qui les perspectives démographiques qui projettent une population de plus de 10 milliards d'êtres humains sur la terre en 2050 sont une « catastrophe écologique absolue ». Défendant l'idée d'une économie en « état stationnaire » plutôt qu'en « croissance infinie », elle juge qu'« il n'y a pas absolument besoin de relancer la natalité ».

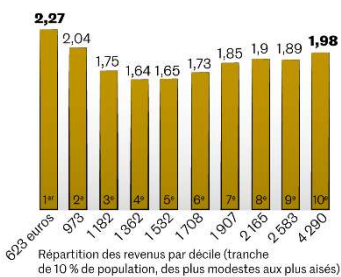
Les tranches d'âge les plus fécondes font moins d'enfants...

Nombre de naissances par tranche d'âge, pour 100 femmes



... notamment dans les classes moyennes

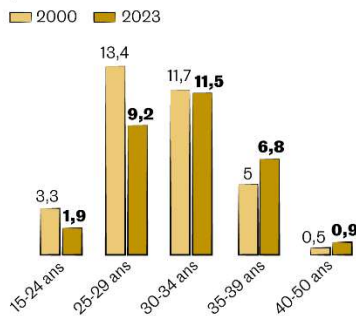
Nombre d'enfants par femme, selon la tranche de revenu moyen mensuel (en euros), entre 2012 et 2017



Source : Insee • Infographie Le Monde

Les tranches d'âge les plus fécondes font moins d'enfants...

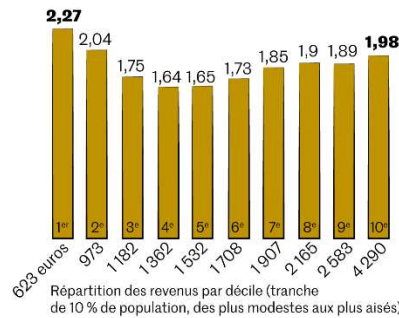
Nombre de naissances par tranche d'âge, pour 100 femmes



Source : Insee • Infographie Le Monde

... notamment dans les classes moyennes

Nombre d'enfants par femme, selon la tranche de revenu moyen mensuel (en euros), entre 2012 et 2017



Répartition des revenus par décile (tranche de 10 % de population, des plus modestes aux plus aisés)

L'ancienne candidate à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts en 2022 dit observer chez les partisans de la décroissance une réhabilitation des thèses de l'économiste britannique Thomas Malthus. Celui-ci voyait les naissances multiples comme un facteur d'appauvrissement dans un monde aux ressources finies, mais était historiquement honni par les penseurs socialistes, qui lui reprochaient de ne prêcher pour un contrôle des naissances que chez les pauvres.

L'éducation et la santé, la clé ?

Si la démographie demeure un facteur objectif de puissance géopolitique et militaire, y compris dans un Occident en paix, la corrélation avec la création collective de richesses n'est pas évidente. A l'image des politiques, économistes comme démographes s'opposent sur le sujet depuis des siècles, brandissant des exemples étrangers qui démontrent à la fois l'existence et l'absence de lien.

« Il y a eu beaucoup d'études réalisées sur la relation entre croissance économique et croissance démographique, et on n'a jamais pu mettre en évidence la moindre causalité, expliquait récemment le démographe Hervé Le Bras, dans un entretien à Mediapart. L'Allemagne en fournit la preuve : le pays a mieux réussi économiquement que la France en ayant une fécondité, pendant près de cinquante ans, d'un demi-enfant de moins qu'en France. » En revanche, le ralentissement chinois est largement imputé au déclin de sa population.

« En dehors de l'équilibre des régimes de retraite, la démographie n'est pas une variable essentielle au bon fonctionnement d'une économie capitaliste, explique l'économiste Jean Pisani-Ferry. La variable qui peut être affectée est le rythme d'innovation, mais le cas du Japon illustre bien qu'un pays peut être en récession démographique sans que cela induise de catastrophe économique. »

A l'inverse, les pays dont la démographie explose ne sont en effet pas nécessairement les plus prospères. La clé est moins le nombre de naissances que la qualité du système éducatif ou de santé. « La croissance n'est pas nécessairement assise sur la population, observe l'économiste François Geerolf, professeur à Sciences Po et

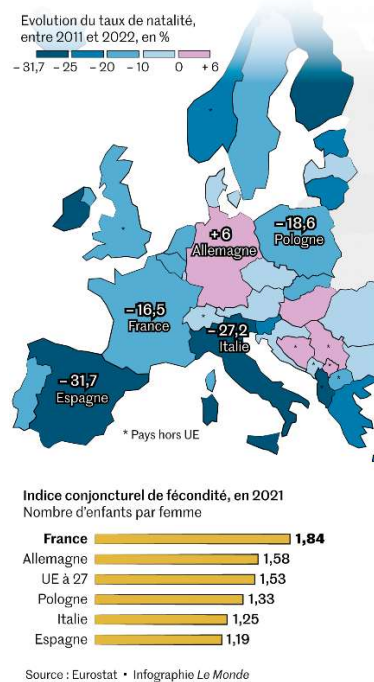
rattaché à l'Observatoire français des conjonctures économiques. *La question de savoir s'il faut intervenir ou non peut se poser. C'est une question plus politique, voire géopolitique, qu'économique.* »

Financement de la protection sociale

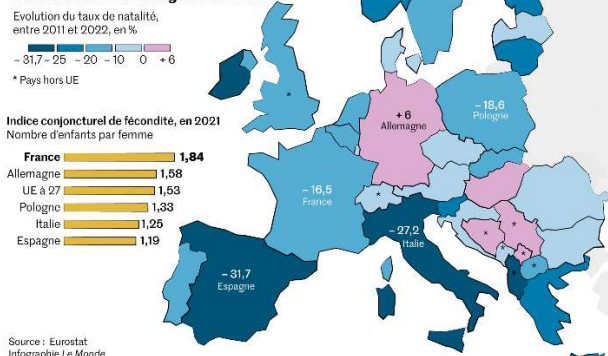
En réalité, le risque que fait peser la baisse de la natalité sur le pays est moins celui de la création de richesses que celui du financement de sa protection sociale – en premier lieu des retraites – assis très largement, en France, sur le travail. Plus la part des actifs qui travaillent diminue dans la population, plus le financement du système se déséquilibre, surtout si celle des retraités augmente en parallèle.

« *Le recul du poids des actifs qui travaillent explique une grande partie du ralentissement dans les économies vieillissantes* », affirme Hippolyte d'Albis, professeur à l'École d'économie de Paris, pour qui la question du financement des « dépendants », à savoir enfants et retraités, est centrale. « *On pourrait financer la protection sociale davantage par l'impôt, ce qu'on fait déjà avec la CSG, et moins par le travail*, avance Sandrine Rousseau. *Si l'intelligence artificielle détruit de l'emploi, il va falloir trouver d'autres sources de financement que le travail. Le problème aujourd'hui en France, c'est que c'est le nombre de travailleurs qui crée la protection sociale.* »

Dans l'UE, un taux de natalité à la baisse et un indice de fécondité globalement bas



Dans l'UE, un taux de natalité à la baisse et un indice de fécondité globalement bas



Mais comment financer la protection sociale sans ponctionner d'une façon ou d'une autre la création de richesses ? « *Si vous êtes obligés de taxer beaucoup pour financer les enfants et les retraités, cela a un impact sur l'économie* », insiste Hippolyte d'Albis, qui rappelle que même un système de retraites par capitalisation revient à prélever une part de l'activité économique.

Malgré la diversité des modèles sociaux, la transition démographique se pose à peu près dans les mêmes termes dans tous les pays qui y sont confrontés. Et même si elle est en théorie transitoire, puisqu'une population qui diminue aura moins besoin de protection, « *ce ne sont pas nécessairement des phénomènes de court terme* », rappelle Hippolyte d'Albis. D'autres remèdes que la natalité sont possibles. Le Japon s'est endetté massivement et a robotisé pour compenser le manque de main-d'œuvre. L'Allemagne a eu recours à une importante immigration de travail. Un débat difficile, voire impossible, en France.